

AFRIQUE DE L'OUEST : QUELLES PERSPECTIVES DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL BOULEVERSE ?

Le conflit qui a éclaté aux portes de l'Europe le 24 février ravive les hausses des prix des matières premières avec des conséquences mondiales. Les pays d'Afrique de l'Ouest, peu exposés directement aux pays belligérants, voient tout de même l'inflation alimentaire et énergétique nettement progresser. Ce contexte peut accroître certaines fragilités (Ghana, Burkina Faso). Les perspectives de croissance restent cependant dans l'ensemble peu affectées, à court comme à moyen terme, avec des économies qui pourraient tirer parti de prix mondiaux plus élevés. Les risques inflationnistes, leurs conséquences sur le risque social et les finances publiques, resteront à surveiller dans les prochains mois.

Les conséquences de la crise en Ukraine passeront essentiellement par le canal de l'inflation

- **Dépendance aux importations en provenance d'Ukraine et de Russie pour certains produits**

La zone CEDEAO¹ est globalement peu dépendante des échanges commerciaux avec la Russie et l'Ukraine (cf. [graphique A en annexe](#)). Les importations de la zone proviennent pour moins de 2% de Russie et pour environ 0,5% d'Ukraine². Le poids dans les importations venant de Russie est toutefois plus élevé pour le Sénégal (près de 6%), le Burkina Faso (5%) et dans une moindre mesure le Togo (3%). Plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest sont par ailleurs très dépendants de la Russie pour certains produits. Le Bénin importe ainsi la totalité de son blé et 90% de ses engrais ; le Sénégal et le Burkina Faso achètent à Moscou plus de la moitié de leur blé et de l'ordre de 20% de leurs hydrocarbures.

Le poids de l'Ukraine dans les importations de la zone est globalement marginal, mais le Sénégal lui achète plus de 30% de ses produits sidérurgiques (fer et acier) et 18% de ses engrais.

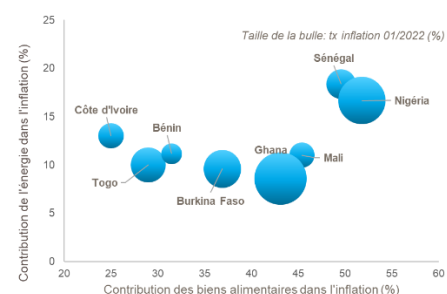
L'approvisionnement de ces produits devrait être très perturbé par les sanctions, les contre-sanctions prises par la Russie (exportation d'engrais) et l'incapacité de l'Ukraine à accéder aux ports par lesquels transitent 70% de ses échanges avec l'étranger.

- **Le conflit a exacerbé une tendance à la hausse des prix observée dès fin 2021**

Au-delà du canal direct des approvisionnements, le conflit provoque une nouvelle phase de hausse des prix. La conjonction de problèmes climatiques, du renchérissement des engrais, de l'énergie et du transport avait déjà entraîné une progression de l'indice des prix des matières premières alimentaires au niveau mondial³ de plus de 24% entre janvier 2021 et février 2022. En mars il progressait de 13% supplémentaires.

Or, les produits alimentaires pèsent fortement dans le panier des ménages et dans l'indice des prix à la consommation, particulièrement au Mali, au Nigeria et au Sénégal (50%) (cf. [graphique n°1](#)).

Graphique n°1 - Contribution des biens alimentaires et de l'énergie dans le calcul de l'inflation (%)



Par ailleurs, les prix de l'énergie ont augmenté très rapidement début 2022, accentuant la hausse de l'indice des prix de pays d'Afrique de l'Ouest majoritairement importateurs nets d'hydrocarbures. Même le Nigeria et le Ghana, exportateurs de pétrole, voient la facture d'importations renchérir par le coût des carburants achetés à l'étranger, faute de capacités de raffinage locales suffisantes. L'inflation dans ce contexte progresse. En avril 2022, elle dépassait 23% au Ghana, 15% au Burkina Faso et avoisinait 17% au Nigeria⁴. La Côte d'Ivoire et le Sénégal ont annoncé des mesures pour atténuer la hausse des prix de certains biens, surtout alimentaires et connaissent une inflation plus modérée (respectivement 4,5% et 6,2%) même si en nette accélération par rapport aux années précédentes (inférieure à 2%). A ce titre l'impact de l'inflation sur le risque social est à surveiller⁵, au Sénégal en particulier, qui a connu plusieurs épisodes de mouvements sociaux liés à des problèmes alimentaires⁶ et avec la perspective des élections législatives en juillet 2022.

- **L'impact du contexte inflationniste sur les taux d'intérêt est inégal dans la région**

La situation des pays de l'UEMOA semble la plus favorable, la BCEAO ayant maintenu un taux de référence de 4%. Les taux se resserrent en revanche du côté du Ghana (relèvement du taux directeur à 17% au Ghana, + 250 pb en mars, ramenant le taux d'intérêt réel en territoire positif), dont la devise subit de fortes pressions à la baisse (-18% entre début janvier et début avril 2022).

¹ Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest : 8 pays de l'UEMOA + Nigeria, Ghana, Cabo Verde, Guinée Bissau, Liberia et Sierra Leone

² Source International Trade Center- ITC, moy. 2017-2020

³ Indice FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture)

⁴ Même si toujours plus modéré qu'il y a un an, post dépréciation du naira

⁵ Début avril plusieurs organisations, dont la FAO ont alerté sur l'urgence alimentaire en Afrique de l'Ouest notamment au Burkina Faso, Niger, Tchad, Mali et Nigeria

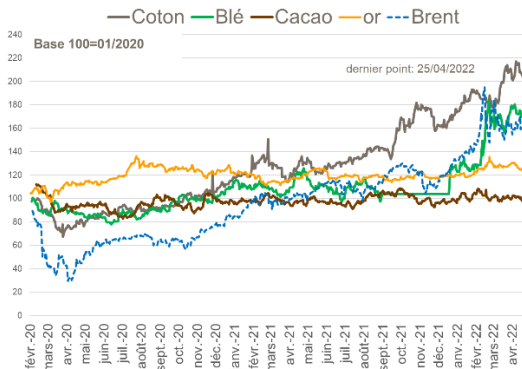
⁶ source [World Bank's Food Price Crisis Observatory](#)

Des effets prix des matières premières qui peuvent être dans certains cas bénéfiques aux exportateurs

- Les volumes exportés devraient être peu affectés par la crise en Ukraine.

L'Ukraine et la Russie sont des marchés d'exportation marginaux pour l'Afrique de l'Ouest, à l'exception du Bénin qui exporte 5% de ses produits (coton essentiellement) vers l'Ukraine (cf. [graphique B en annexe](#)).

Graphique n°2 - Evolution des cours des matières premières (100= Janvier 2020)

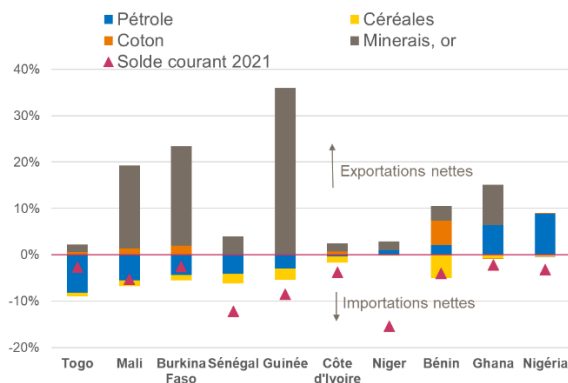


Sources: FAO, Thomson Reuters

- La hausse des prix des matières premières devrait avoir des effets ambivalents sur les balances courantes

Les exportateurs nets de pétrole (Nigéria et Ghana) devraient être les grands bénéficiaires de la hausse des cours (+35% entre janvier et début avril 2022, cf. graphique n°2), même si le renchérissement des importations de pétrole raffiné, en atténuera l'effet positif. Les autres pays, importateurs nets d'hydrocarbures, pourront compenser partiellement l'augmentation de leur facture énergétique par la progression des cours d'autres matières premières (cf. graphique n°3).

Graphique n°3 - Importations/ exportations nettes de matières premières (% PIB)



Source: CNUCED, calculs Bpifrance

Le Bénin⁷ et, dans une moindre mesure, le Burkina Faso et le Mali, devraient ainsi bénéficier de la forte progression des cours du coton (+20% depuis début 2022). La Guinée, important producteur de bauxite, profitera des niveaux élevés de l'aluminium mais aussi de ceux de l'or, comme le Mali, le

Burkina Faso, le Ghana ou le Sénégal. Ce pays, très dépendant des importations d'hydrocarbures et dont le solde courant était largement déficitaire en 2021 (-12%) devrait cependant moins profiter de la valorisation du métal précieux.

Des soutiens budgétaires pour amortir le choc mais contraints après deux années de crise Covid

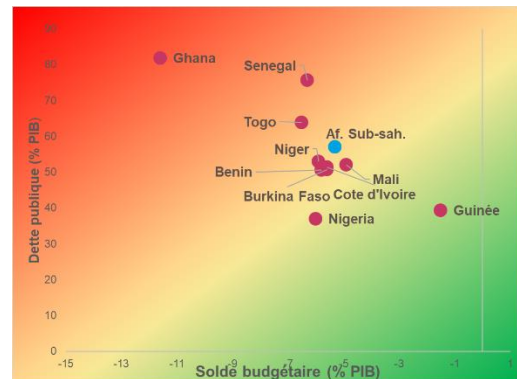
La situation des finances publiques s'est nettement dégradée à la suite de l'épidémie de COVID 19. Les Etats avaient prévu de réduire leur déficit en 2022-23, mais les conséquences du conflit devraient retarder la consolidation budgétaire ainsi que l'amélioration de la trajectoire d'endettement.

- Des dépenses supplémentaires qui pèseront sur les budgets.

La hausse des prix des matières premières devrait certes accroître les revenus de certains pays d'Afrique de l'Ouest, par exemple du Nigéria où le secteur pétrolier pèse pour plus de 50% des revenus de l'Etat. Des efforts sont également réalisés pour améliorer la mobilisation des recettes fiscales. Mais les dépenses devraient progresser, notamment au titre des subventions. Le Nigéria y consacrerait chaque année de l'ordre de 4,5 Mds\$ (2% du PIB). Les producteurs de biens alimentaires soutiennent les agriculteurs (prix d'achat fixe du cacao au Ghana et en Côte d'Ivoire, subventions sur les engrais et les semences au Sénégal...). Diverses mesures de soutien ont en outre été annoncées dans le reste de la zone (Sénégal, Côte d'Ivoire, Bénin...).

- Les marges budgétaires et d'endettement sont réduites

Graphique n°4 - Solde budgétaire et dette publique (% PIB, 2021)



Les pays dont la situation était déjà dégradée en 2021 (cf. graphique n°4) disposent de marges budgétaires étroites : il s'agit en particulier du Ghana, dont le rating souverain a été revu à la baisse par deux agences en février 2022⁸, du Sénégal et du Togo (qui bénéficie toutefois d'une structure de la dette plus favorable, majoritairement concessionnelle). Côte d'Ivoire, Guinée ou Nigéria semblent, à ce titre, dans une situation plus favorable.

Révision très modérée des perspectives de croissance à court terme et non uniforme

Les conséquences de la crise russo-ukrainienne sur la croissance des pays d'Afrique de l'Ouest devraient amener à court terme plus d'inflation et un peu moins de croissance. L'ampleur attendu du choc, bien qu'incertain reste bien plus

⁷ Le Bénin n'est pas producteur de pétrole mais a une activité d'importation/ réexportation d'hydrocarbures.

⁸ Fitch et Moody's, de B à B- et de B3 à Caa1, respectivement.



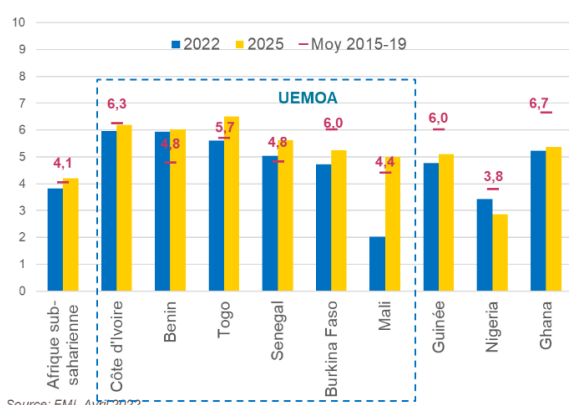
modeste que sur d'autres zones et les impacts non uniformes. Le FMI a revu légèrement à la baisse sa prévision de croissance pour 2022 sur l'UEMOA (de 5,5% à 5,3%⁹) mais avec des économies qui resteraient très dynamiques notamment en Côte d'Ivoire (6%), au Bénin (5,9%) ou au Sénégal (5%), pour lesquels les estimations de croissance 2021 ont été également réévaluées. La révision est plus nette sur le Ghana (-1 pp à 5,2% pour 2022), avec une estimation 2021 déjà revue à la baisse (-0,5 pp). A l'inverse, le FMI prévoit une amélioration de la croissance au Nigéria (+ 0,8 pp à 3,4%) en 2022 (après une révision nette déjà en 2021 de +1pt). L'activité serait plus vigoureuse en 2023 en UEMOA (6,7%, +0,6 pp par rapport aux prévisions d'octobre 2021) tout comme au Ghana (5,1%, +0,5 pp) et au Nigéria (3,1%, +0,4 pp).

A moyen terme, des perspectives qui restent solides et de potentielles opportunités pour certains producteurs d'hydrocarbures

- **Les prévisions à plus long terme restent, à ce stade globalement favorables en Afrique de l'Ouest.**

La majorité des pays de l'UEMOA enregistreraient en 2025 un niveau de croissance supérieur à celui observé sur la période 2015-19 (cf. graphique n°5).

Graphique n°5 - Croissance du PIB (sélection de pays d'Afrique de l'Ouest, %)



- **Les producteurs d'hydrocarbures pourraient profiter de la relative proximité avec l'Europe**

Quelle que soit l'issue de la crise en Ukraine, elle devrait avoir des conséquences sur le marché du gaz et du pétrole et surtout pour les fournisseurs du marché européen.

Actuellement, près de 20% des importations de GNL de l'UE et environ 5% de celles de pétrole et de produits pétroliers¹⁰ proviennent du Nigéria, dont la production est toutefois contrainte par des problèmes d'insécurité et de manques d'infrastructures. Mi-février, le Niger, le Nigeria et l'Algérie ont signé une déclaration commune pour relancer le projet de construction d'un gazoduc transsaharien en vue de connecter les champs gaziers nigériens au marché européen via les réseaux algériens. Evoqué depuis les années 1980, ce projet peine cependant à se matérialiser et son financement n'est pas assuré alors que la première partie du gazoduc (AKK au Nord du Nigéria) est toujours en cours de construction.

Le Sénégal développe également des infrastructures de production de gaz¹¹ avec une mise en service attendue en 2023, pour approvisionner, dans un premier temps le marché domestique. A plus long terme, une partie de la production pourrait être dirigée vers les marchés étrangers, notamment européens. A ce titre la prévision de croissance pour le Sénégal a été révisé substantiellement à la hausse pour 2023 (+9,2% contre +5,5% anticipé par le FMI il y a 6 mois).

La Côte d'Ivoire a annoncé fin 2021 la découverte d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel au large de ses côtes à l'est du pays. Le gisement « Baleine » devrait être exploité à partir de 2023.

Le rôle de l'Afrique de l'Ouest dans la fourniture d'hydrocarbures pourrait donc augmenter, sous réserve que les projets soient financés et effectivement réalisés.

Anne-Sophie Fèvre (as.fevre@bpifrance.fr)

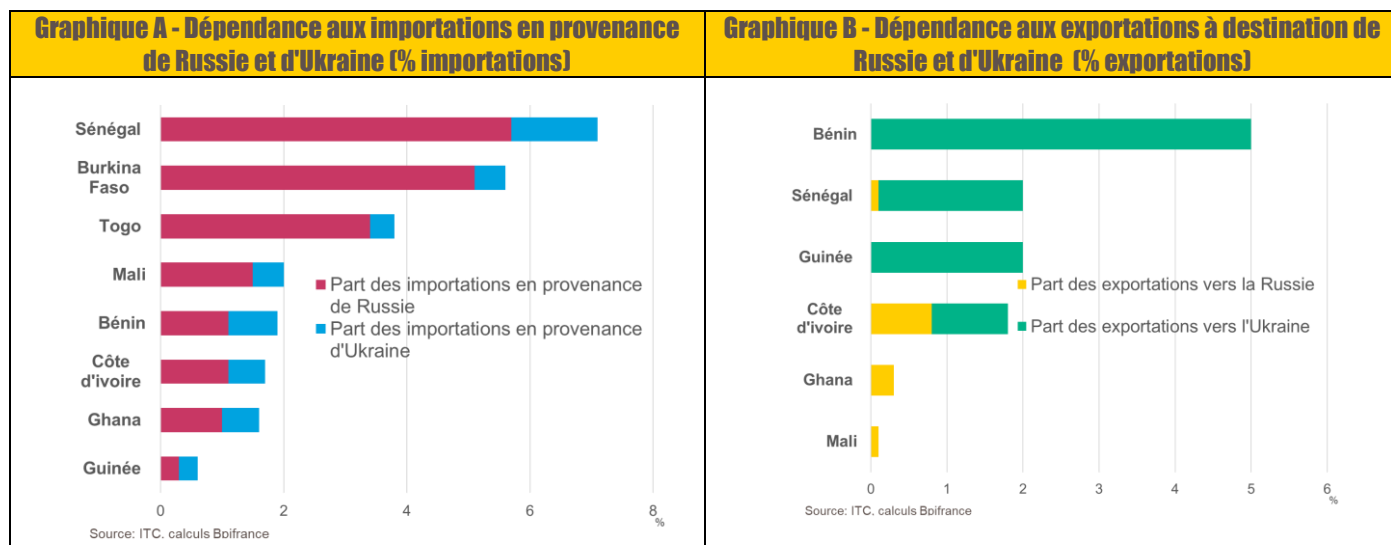
⁹ Avec une révision de +0,1pt pour l'année 2021

¹⁰ En volume, source Eurostat

¹¹ Gisement Grand-Tortue partagé avec la Mauritanie



ANNEXE



DISCLAIMER / AVERTISSEMENT

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.